

Bulletin d'histoire politique

Charles-Philippe David, Au sein de la maison-blanche: la formulation de la politique étrangère des États-Unis de Truman à Clinton, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994, 521 p.

Bernard Lemelin

B
H
P

Volume 4, numéro 1, automne 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063519ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063519ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lemelin, B. (1995). Compte rendu de [Charles-Philippe David, Au sein de la maison-blanche: la formulation de la politique étrangère des États-Unis de Truman à Clinton, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994, 521 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 4(1), 85–87. <https://doi.org/10.7202/1063519ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Le lecteur, désireux d'approfondir le concept de prudence d'un point de vue historique, peut consulter l'article de Philippe Raynaud, «Prudence et politique d'Aristote à Vico», *Esprit*, n° 7-8 (juillet-août 1988).

Gordon Lefebvre

UQAM

Charles-Philippe David, AU SEIN DE LA MAISON-BLANCHE: LA FORMULATION DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS DE TRUMAN À CLINTON, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994, 521 p.

Offrir «une analyse approfondie du système décisionnel du gouvernement des États-Unis qui explique, sur le plan international, les choix particuliers de chacune des présidences entre 1945 et 1994 (p. 2)», tel est l'objectif général de cette intéressante étude. Plus spécifiquement, cette dernière examine le rôle et l'influence du Conseil national de sécurité (CNS) dans la formulation de la politique étrangère américaine à partir de sa création en 1947. L'auteur fait valoir que ledit organisme, visant fondamentalement à conseiller le chef de l'Exécutif et dont l'émergence n'est pas étrangère à la volonté du secrétaire de la Marine James Forrestal de préserver l'influence de l'establishment militaire dans le processus de décision présidentielle, a vu son importance croître sensiblement au fil des ans. Le professeur d'études stratégiques au Collège militaire royal de Saint-Jean souligne même que cette organisation, qui regroupe des membres permanents (président, vice-président, secrétaires d'État et de la Défense) et statutaires (président du comité des chefs d'état-major, directeur des services de renseignements, conseiller du président pour la sécurité nationale), s'est révélée progressivement «un rouage essentiel dans le processus décisionnel (p. 75)».

Écrite dans un français soigné et adoptant parfois un style télégraphique, cette étude montre en particulier que la fonction de conseiller pour la sécurité nationale, créée officiellement par Eisenhower en 1953, a acquis un poids considérable à partir des années soixante. En fait, une nouvelle

tendance a commencé à se profiler avec l'entrée en scène de McGeorge Bundy en 1961-1966: l'usurpation, par le conseiller et son personnel, de fonctions dévolues jusqu'alors au département d'État (gestion des crises, négociations, etc.). C'est pourquoi David affirme sans ambages que la période Kennedy-Johnson «représente un tournant fondamental dans l'histoire du Conseil national de sécurité (p. 181)». Il ajoute que la propension de plusieurs présidents à conférer une place de choix à ces conseillers spéciaux dans le processus de décision, grandement liée au fait qu'ils tendent à apprécier leur loyauté, atteint son point culminant durant les années Nixon-Ford avec l'avènement de Henry Kissinger. Pour étayer son propos, l'auteur rapporte entre autres que, lors du premier mandat de Nixon, le secrétaire d'État William Rogers ignore tout des nombreuses visites clandestines de «Dr K.» à Beijing en 1970-1971 et que les vues de ce dernier prévalent dans les dossiers clés de politique étrangère (Cambodge, Chili, etc.) au grand dam du «State Department». Cependant, David signale que l'influence du conseiller pour la sécurité nationale dans le processus décisionnel ne se dément pas vraiment par la suite. En fait notamment foi le rôle tenu par Zbigniew Brzezinski (1977-1981), «l'un des conseillers les plus influents dans l'histoire de la politique étrangère américaine (p. 314)», et Brent Scowcroft (1989-1993).

Si cette étude apparaît complète quant au contenu, elle n'en comporte pas moins quelques inexactitudes à ce chapitre. À titre d'exemple, la date de décès de Franklin Roosevelt n'est pas le 11 avril 1945 (p. 116), mais bien le 12. En outre, le célèbre télégramme de George Kennan est de février 1946 (p. 153) et il serait plus juste d'écrire en page 150 que la présidence Truman s'étale de 1945 à 1953. En ce qui concerne le mandat du secrétaire à la Défense Charles Wilson, il débute en 1953 (p. 167). De plus, c'est à l'automne de 1952, non en mars 1954, que survient la première explosion américaine d'une bombe à hydrogène (p. 167). Par ailleurs, le «1867» de la page 413 devrait être remplacé par «1837». À ces erreurs factuelles se greffe une faute chronologique en page 108: Abraham Lincoln n'accède pas à la Maison-Blanche avant Franklin Pierce. Par ailleurs, l'allégation à l'effet que l'épisode de l'avion U-2 de mai 1960 provoque la plus grande humiliation qu'Eisenhower ait connue pendant sa présidence (p. 173) mérite d'être nuancée compte tenu du fait que certains historiens, tels Robert Divine, estiment que l'affront suprême survient plutôt quelques semaines plus tard quand le chef de la Maison-Blanche se voit contraint d'annuler une visite officielle au Japon en raison de manifestations antiaméricaines. Enfin, il est regrettable que maintes irrégularités sur le plan de la forme aient échappé

à l'attention de l'éditeur comme en témoignent les extraits suivants: «Douglas Mac_Arthur» (p. 116), «les vellétés» (p. 157), «Eisenhower prévilégiera» (p. 165), «il appuira» (p. 209), «sa molesse diplomatique» (p. 464).

En dépit de ces desiderata, *Au sein de la Maison-Blanche* constitue un apport précieux pour les politologues et les historiens. C'est que cette étude nuancée, cohérente du point de vue de la structure, va au-delà de la simple description et se distingue par le caractère étoffé de son argumentation: l'analyse que fait David au chapitre trois des facteurs expliquant le déclin de l'influence du département d'État au cours des 30 dernières années est particulièrement rigoureuse. Qui plus est, la qualité de la recherche de ce volume ne fait aucun doute: la seule diversité des titres de périodiques en bibliographie (*Foreign Policy*, *Presidential Studies Quarterly*, *Diplomatic History*, *Études internationales*, etc.) atteste du dépouillement exhaustif de la littérature secondaire sur le sujet. Certaines sources primaires, comme le *New York Times*, ont également été utilisées par l'auteur. Fait non négligeable, il s'agit par surcroît de la seule synthèse en français à retracer dans son intégralité l'histoire du CNS. En définitive, il est aisé de comprendre pourquoi Marie-France Toinet de la Fondation nationale des sciences politiques de Paris emploie l'épithète «remarquable» (p. XX) pour qualifier cet ouvrage.

Bernard Lemelin

*Département d'histoire
Université Laval*